



PRÉFET DE LA LOIRE- ATLANTIQUE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction
départementale
des territoires et de la mer

Réglementation de l'affichage extérieur

I – Le contexte

La réglementation sur la publicité vise à concilier la liberté d'affichage et d'opinion et la protection de l'environnement et des paysages. Elle a pour objectif l'amélioration du cadre de vie, notamment des entrées de ville, avec une limitation et un encadrement de l'affichage publicitaire, tout en permettant une diversification et un développement de nouveaux supports de publicité.

II – Les bases réglementaires

La loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement et son décret du 30 janvier 2012 portant réglementation nationale de la publicité extérieure, des enseignes et des préenseignes, codifiées aux [articles L581-1 et suivants](#) ainsi qu'aux [articles R581-1 et suivants du code de l'environnement](#).

II – Votre rôle en tant qu' élu

Le maire a la possibilité d'élaborer un règlement local de publicité (RLP) pour préciser la réglementation opposable sur sa commune en matière d'enseignes, de préenseignes et de publicité. Cette compétence revient à l'EPCI-FP lorsque celui-ci est compétent en matière d'élaboration des plans locaux d'urbanisme.

Lorsque la commune est dotée d'un RLP, le maire est compétent pour l'instruction des demandes d'autorisation ou de déclaration des dispositifs supportant de la publicité, des préenseignes et des enseignes, et pour l'exercice de la police de l'affichage au nom de la commune. En l'absence de RLP, le maire est uniquement compétent pour l'instruction des demandes d'autorisation de bâches et de dispositifs temporaires de dimensions exceptionnelles au nom de l'Etat.

Dans tous les cas, le maire a la possibilité d'instituer la taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE), imposition locale facultative qui permet de réguler l'affichage publicitaire en taxant les enseignes, les préenseignes et les dispositifs publicitaires, visibles de toute voie ouverte à la circulation publique.

IV – Le rôle de la Direction départementale des territoires et de la mer de Loire-Atlantique

La DDTM de Loire-Atlantique assure un rôle de conseil sur la réglementation et accompagne les collectivités compétentes dans l'élaboration et la mise en œuvre de leur RLP(i).

Elle instruit les demandes d'autorisation des dispositifs et exerce le pouvoir de police en cas d'infraction sur les communes non dotées de RLP.

V – Plus d'informations

- Coordonnées des interlocuteurs/boîtes fonctionnelles
ddtm-rt@loire-atlantique.gouv.fr (Corinne Lorange)

- lien vers les sites utiles

<http://www.loire-atlantique.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Publicite-et-enseignes>
<https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/reglementation-publicite-enseignes-et-preenseignes>
<https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/F24301>